

EDITO: Mohamed TAMEGA

« Rassemblement grand angle », une orientation audacieuse que nous devons amplifier dans le cadre de ces départementales. Nous avons enclenché une dynamique de mobilisation contre les politiques d'austérité dont les conséquences n'épargnent pas notre les habitants de notre département. Il est décisif d'élargir notre cadre de rassemblement à gauche, de construire avec nos partenaires des propositions alternatives aux politiques d'austérité qui démolissent le service public, la solidarité et le social dans notre département.

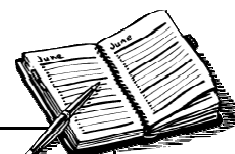
Ces élections sont une étape importante dans notre combat contre les politiques d'austérité. Elles sont un cadre d'appui pour constituer un bouclier local contre l'austérité: en cela aussi, il est nécessaire de réunir toutes les conditions favorables à l'élection d'élus communistes à l'issue de ces élections départementales. Nos positionnements politiques contre les réformes territoriales en attente est d'une utilité incontestée pour préserver les trois piliers du département, à savoir la démocratie, le social, et la solidarité.

Rassembler le plus largement possible à gauche, cette orientation n'a rien d'une vue de l'esprit, mais c'est une préoccupation primordiale des populations qui sont étouffées par les conséquences sociales des politiques d'austérité.

Notre engagement fondamentale est la transformation sociale. Ce projet qui constitue l'ADN de notre parti en fait aussi un outil nécessaire pour faire renaître l'espoir dans les catégories populaires. Nous devons l'inscrire au cœur de nos propositions pour ces départementales.

EMMANUEL MACRON SERAIT UN " MOZART DE LA FINANCE "

JE VAIS ÉCRIRE UN REQUIEM,
POUR LE CODE DU TRAVAIL !



Matériels disponible à la fédération.
Affiches « J'aime la commune » « J'aime l'école »

Des formulaires de désignation des candidats ont été envoyés par Christine à certains candidats et aux animateurs de sections.

Pour les retrouver, revoyez dans vos boîtes électroniques.
Rappel: La réunion des mandataires financiers aura lieu ce samedi au CN 10h00 13h00

INFOS

COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL

Du 11 au 17 février 2015, pour une semaine de mobilisation européenne aux côtés du peuple grec, pour sortir de l'austérité. (Pierre Laurent).

La Grèce a un besoin urgent de notre solidarité. Les jours à venir sont cruciaux. Le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras a engagé la négociation pour faire respecter le mandat de son peuple. En appliquant son programme de redressement social et économique et de restauration démocratique, Syriza peut réussir le changement en Grèce et, avec nous, changer les règles en Europe pour sortir de l'austérité. La troïka, Angela Merkel, les libéraux et la finance le savent. Ils veulent refermer la brèche.

C'est la raison pour laquelle la Banque centrale européenne a décidé de changer le régime des garanties d'emprunt des banques grecques. Ils essayent de semer la panique. Cette brutalité face à la bonne volonté et aux efforts de négociation fournis par le gouvernement Tsipras, est une attaque contre tous les peuples européens, contre la démocratie. Elle indique à quel point le bras de fer qui s'est engagé va être difficile.

Nous devons être aux côtés du gouvernement grec. Les citoyens européens doivent faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils respectent le vote des Grecs, changent les règles imposées par la BCE et la troïka et laissent respirer la Grèce. Le temps nécessaire doit être laissé à Syriza pour reconstruire le développement du pays sur de nouvelles bases, au lieu de continuer à les asphyxier. C'est notre combat commun. Tous les peuples européens ont besoin de sortir de l'austérité et d'agir pour des solutions européennes et solidaires.

J'appelle toutes les forces qui refusent l'austérité et le chantage de la dette à amplifier la pression populaire dans les différents pays de l'UE sur leurs gouvernements, sur les banques centrales et la BCE en multipliant les actions de solidarité dans toute l'Europe le 11 février prochain, jour de la réunion extraordinaire de l'Eurogroupe et en poursuivant la mobilisation toute la semaine du 11 au 17 février, pendant le Conseil européen des 12 et 13 février et jusqu'à l'Eurogroupe du 17 février.

